

D'emblée, l'auteur de cet ouvrage, la journaliste et écologiste américaine Christine Mac Donald, plante le décor des réalités qu'elle a découvertes et côtoyées en exerçant des responsabilités dans la communication, au sein de l'ONGE Conservation International (C.I).

« Des ONG, qui se consacraient seulement au sauvetage des pandas et des réserves, rivalisent pour attirer les faveurs des compagnies minières, forestières et immobilières. Parmi les plus généreux donateurs figurent les plus grands hors-la-loi de l'environnement de toutes les multinationales de l'énergie. Être un grand dirigeant d'une organisation conservationniste signifie aujourd'hui, en plus d'un salaire à six chiffres, faire de la plongée avec des rock stars, faire la fête avec des héritiers des multinationales et des journalistes célèbres à bord de jets privés et de yachts gourmands en énergie. »

Après son licenciement en 2007, Christine Mac Donald décide d'analyser le fonctionnement des grosses ONGE américaines, qui interviennent dans le monde entier, et de décrire les liens étroits qu'elles entretiennent avec les grandes sociétés multinationales, souvent responsables directes ou indirectes des plus graves atteintes à l'environnement. Son livre est paru en 2008 et a, momentanément, attiré l'attention sur les dérives de ces BINGOs (Big International NGOs). Les noms de ces ONGE ne disent pas grand-chose aux Européens, à l'exception de WWF ou de Greenpeace. Le cas de Greenpeace est peu évoqué dans son livre car cette ONGE a plutôt construit son succès sur la critique des grandes sociétés, même si elle ne dédaigne pas de chercher des financements auprès des grandes fondations libérales américaines, contrôlées par des barons d'industries. Toutes les grandes ONGE citées sont américaines, mais beaucoup interviennent dans le monde entier : The Nature Conservancy (T.N.C), Conservation International (C.I), Conservation Foundation, WWF-US, Natural Resources Defense Council, National Audubon Society, Environmental Defense Fund (E.D.F), Sierra Club, Wildlife Conservation Society, etc.

ONGE, Des entreprises florissantes.

Pour Christine Mac Donald, **ces ONGE s'apparentent nettement aux multinationales dont elles sont les alliées. Elles font partie du même monde, celui du Big Business.** Elles disposent de capitaux et de budgets considérables. En 2004, le capital cumulé de ces ONGE (12000 aux Etats-Unis) représentait 27 milliards US\$ et elles disposaient de 9,6 milliards \$ de revenus. TNC a un budget de 1 milliard \$. En apparence leurs revenus issus des multinationales sont limités : 10%, mais ceci ne doit pas faire illusion car elles reçoivent également des fonds considérables de fondations étroitement liées aux grandes sociétés, sans parler

de dons individuels de milliardaires. Ainsi Conservation International, dirigée par Peter Seligmann, lui-même issu d'une grande famille de banquiers, a obtenu en 2002 un engagement de la Fondation Moore, de 261 millions \$, de 2002 à 2012, le plus important versement jamais réalisé à l'époque à une ONGE. A partir des années 1980-90, la libéralisation reaganienne a permis un enrichissement considérable de nombreux banquiers et hommes d'affaires, bénéficiaires de la baisse des impôts. Les riches donateurs ont accru leurs dons parallèlement au déclin du rôle de l'Etat, certains ont créé des fondations et se sont directement impliqués dans les orientations des ONG à travers le contrôle de leurs dons. Les ONGE ont constitué un secteur économique puissant. TNC est l'un des plus grands propriétaires terriens de la planète avec 50 millions d'ha en 2007, elle consacre plus de 800 millions\$ à des programmes internationaux. Pour certains états pauvres du Sud (Madagascar), les dons de ces ONGE représentent une part importante de leur budget et dans de nombreux secteurs, ce charity business privé remplace l'aide publique ou privée au développement. **Le développement est désormais perçu au travers du prisme environnemental qui conditionne le reste.**

Les dirigeants de ces organisations sont souvent issus du monde des affaires, fréquemment, des dirigeants de sociétés multinationales donatrices font partie de leur bureau. Les salaires des responsables sont comparables à ceux de PDG et ils en ont le mode de vie. Certains gagnent plus de 800 000\$ et ils bénéficient d'avantages pour leur logement. Pour C. MacDonald, ils vivent comme « des drogués du carbone » tout en parlant du réchauffement climatique et du développement durable. Ces liens étroits avec le monde des affaires se justifient, selon les dirigeants des ONGE, par leur volonté d'influer sur leurs politiques et leurs pratiques. La journaliste considère au contraire que c'est totalement faux et illusoire. Bien sûr, plusieurs sociétés comme Wal Mart, en 2004 ou BP, en 1997, ont annoncé avec force et conviction leur volonté de réorienter leurs pratiques et de respecter les principes de la durabilité. Pour l'essentiel, il s'agit surtout de greenwashing et d'une « Walmartisation de la conservation » ; ce sont les ONGE qui se sont compromises pour quelques millions de dollars et servent de caution verte à des multinationales en demande d'une belle image sans qu'elles changent réellement leurs pratiques. Ch. Mac Donald compare cela aux indulgences que les pécheurs pouvaient acheter au pape tout en continuant allègrement leur mauvaise conduite. Cela a permis aux papes de la Renaissance de bâtir Saint Pierre de Rome, mais n'a pas vraiment changé la face du monde, pas plus qu'une belle réserve intégrale ne permet aujourd'hui de remettre en cause fondamentalement l'érosion de la biodiversité. L'auteur considère que ces rapprochements ont entraîné l'échec du mouvement conservationniste. Les ONGE devient de « gros chats » tandis que les lynx sauvages continuent de disparaître malgré la création de réserves sur 10% des continents.

Dictateurs de la conservation [1] et Big Business

« **Pourquoi les industries les plus polluantes de la planète sont-elles parmi les plus gros financeurs des organisations de conservation ?** » Christine Mac Donald consacre plusieurs chapitres documentés aux relations troubles entre ONGE et Big Business, dans les mines, l'énergie, la forêt, l'immobilier, les banques, la grande distribution (Wal Mart et IKEA). Elle multiplie les exemples qui témoignent des effets pervers de ces relations et de leur caractère structurel. Elle analyse ainsi la stratégie de BP avec sa campagne « BP= Beyond Petroleum » pour se présenter comme un modèle d'entreprise verte bâtissant son avenir sur les énergies renouvelables. En réalité, ce domaine ne représentait qu'une part dérisoire de ses investissements, soit 4%, mais la campagne réussit à masquer les responsabilités de BP dans des catastrophes environnementales et des pollutions tandis qu'elle renforçait ses gisements off-shore. Cette campagne de Greenwashing lui a moins coûté qu'un investissement sérieux dans un entretien régulier de ses installations. Ces associations avec des ONGE comme TNC « *avec des programmes de conservation, sont liés à des projets de forages qui requiert une approbation publique* ». « *Les dirigeants des ONGE travaillent avec les sociétés pétrolières sur des projets de conservation limités, tandis qu'ils ferment les yeux sur les zones où les compagnies ravagent l'environnement* ». **Ainsi, Shell s'est lancée dans les schistes bitumineux, mais a été récompensée par TNC pour ses pratiques respectueuses de l'environnement**, après avoir reçu des contributions substantielles de Shell...

Les héritiers de Wal Mart bénéficient d'une richesse de 65 milliards \$, ils consacrent un milliard à leur fondation Walton Family. Ils orientent les dons de leur fondation vers des actions valorisant leur entreprise et communiquent à bon compte sur leurs engagements verts car ceux-ci ne remettent pas en cause les fondements du système qui a permis leur enrichissement (bas coûts, importations massives, bas salaires, etc). Les effets de cette collusion entre ONGE et grandes sociétés multinationales vont bien au-delà du greenwashing, **cela permet de couvrir l'expulsion des paysans et indigènes car « les pauvres portent le poids de la conservation »**. Au Brésil, C.I a soutenu la société Bunge contre une ONG locale qui se bat contre la déforestation et l'expansion du soja. C.I s'estime satisfaite lorsque des réserves ou zones protégées sont créées même si elles ne sont que l'alibi pour faire accepter la destruction de la majorité du territoire ; les ONGE s'associent également à des gouvernements totalement corrompus comme ceux du Gabon ou de Guinée Equatoriale quand ils déclarent autoritairement la mise en réserves intégrales d'une partie de leur territoire, même si cela se traduit par l'expulsion des habitants. Un tiers du pays est mis en réserve en Guinée Equatoriale avec l'appui de C.I alors que le gouvernement est une des pires dictatures de la planète.

Plus récemment, les ONGE se sont lancées avec enthousiasme dans la valorisation des services écosystémiques, c'est-à-dire la vente de crédits carbone à des entreprises en échange de programme de protection et de conservation de forêts ou d'autres écosystèmes [2]. Cette pratique sert en fait à faire avaliser des programmes dangereux pour l'environnement en échange de la protection de quelques espaces ailleurs. Ainsi un projet de mine de Nickel à Madagascar passe plus facilement malgré ses conséquences désastreuses pour l'environnement si les dégâts sont compensés par la reforestation d'autres zones par les ONGE. Si des résidents doivent être déplacés pour cela on peut toujours leur promettre la recette miracle de l'écotourisme. Les activités alternatives imposées sont souvent peu crédibles et insuffisantes quand elles n'entraînent pas une autre pollution. En Ouganda, la création d'une réserve a fait perdre aux habitants 470 000 \$, les recettes du parc leur ont rapporté 230 000 \$; leurs pertes totales se sont élevées à 700 000 \$. Une bonne partie des 20 millions de réfugiés de l'environnement sont aussi le résultat de ces expulsions soutenues directement ou indirectement par les ONG de conservation [3].

Christine Mac Donald est une écologiste convaincue et elle reconnaît avoir rencontré dans ces ONGE des scientifiques et des professionnels honnêtes et sincères. Elle met en cause la politique et le comportement des dirigeants et leur collusion avec des entreprises polluantes qui s'achètent une assurance de réputation auprès des ONG conservationnistes. Elle soutient le travail et la mobilisation des multiples ONG de terrain qui défendent, souvent bénévolement, les paysages, la biodiversité et les écosystèmes. Elle nuance ses jugements sur les pratiques des ONGE dont certaines essaient de choisir leurs partenaires parmi des sociétés moins polluantes.

Walmartisation des ONGE en Europe ?

Sommes-nous protégés en Europe contre les pratiques de ces ONG conservationnistes ? Pas vraiment, car ces associations très puissantes mènent le jeu au niveau international. **Elles ont ainsi des liens très étroits avec l'UICN et jouent un rôle très important dans les orientations de la politique sur la biodiversité, les aires marines protégées, les réserves continentales, etc.** Les mesures définies dans les instances internationales ont directement leurs effets en Europe. Par ailleurs, plusieurs de ces ONGE, en particulier dans le domaine des océans, s'implantent en Europe. Elles ont pesé sur la réforme de la PCP et continueront à peser sur son application. EDF crée des antennes en Grande-Bretagne. Pew, à l'origine une fondation liée à des héritiers de fortunes pétrolières, a aussi créé son ONG qui intervient directement en Europe soit en son nom propre, soit par le soutien à des ONG créées et financées par des fondations anglo-saxonnes. Oceana est



ainsi une des plus puissantes ONG conservationnistes pour les océans, créée de toute pièces par ces fondations. Dans ce cas, il ne s'agit plus d'associations représentant la société civile, mais d'organisations relais des idéologies et des intérêts des fondations issues des grandes entreprises capitalistes. Greenpeace pour sa part veille à l'origine des ses fonds, mais elle mène certaines campagnes en fonction de contrats passés avec des fondations, sur des calendriers, des objectifs définis en commun. Ces fondations très libérales font partie du système du big business. La campagne est donc menée en fonction de la réalité d'un problème, mais aussi en fonction des financements qui dépendent des choix de ces fondations. Ces ONG ne fonctionnent pas sur la base de la mobilisation militante et bénévole et la création d'un mouvement sociétal [4]. Elles n'ont guère de fonctionnement démocratique et fondent leur action sur une communication professionnalisée largement basée sur le spectaculaire et la mobilisation des stars (cf la campagne Fishlove avec Mélanie Laurent, nue avec un crabe...). Les campagnes d'Océan 2012 sur la réforme de la PCP ont été basées sur ces modalités. Il fallait manipuler l'opinion publique pour faire pression sur les élus soumis à une pression médiatique constante. Tous les journaux reprennent au même moment, lors des réunions stratégiques, les mêmes rapports, les mêmes données, les sondages à la limite du ridicule (êtes-vous contre la surpêche ?), les mêmes arguments préparés par des sociétés de communication, payées par les fondations : du grand art de la communication, mais qui n'a rien à voir avec une démocratie participative.

Christine Mac Donald, en analysant le mouvement conversationniste américain, nous donne de précieux outils pour comprendre l'évolution et les dérives de certaines ONG européennes. Il reste à défendre les vraies ONG environnementalistes fondées sur la mobilisation des bénévoles et les informations rigoureuses pour démasquer les ambiguïtés des Conservationnistes bien en cours dans les médias et à Bruxelles.

Alain Le Sann

4 Juin 2013